



## Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord – Août 2020

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique<sup>1</sup>.

### Chiffres concernant les expulsions hebdomadaires des lieux de vie informels



8 expulsions de lieux de vie informels



Environ 65 tentes saisies



Des affaires personnelles ont été saisies 7 fois



6 arrestations lors des expulsions



33 mineur.e.s isolé.e.s signalé.s aux autorités<sup>2</sup>



1 violence psychologique, physique<sup>3</sup>

Dans le cadre de la politique « d'évitement des points de fixation » ces opérations de harcèlement consistent à démanteler les campements de personnes exilé.e.s. Tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits et/ou saisis. Ces opérations sont accompagnées de contrôle d'identité souvent abusifs (*Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916*) et donnent lieu à des arrestations puis placement en rétention administrative alors illégaux.

---

<sup>1</sup> Ces données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

<sup>2</sup> Le nombre de signalements effectués est au deçà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand-Synthois au mois d'août. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise.

<sup>3</sup> Un témoignage d'un.e. exilé.e qui s'est vu confisquer son téléphone par les forces de l'ordre pour avoir filmé lors d'une expulsion

---